

EIDGENÖSSISCHE FINANZKONTROLLE
CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES
CONTROLLO FEDERALE DELLE FINANZE
SWISS FEDERAL AUDIT OFFICE



PROGRAMME ANNUEL 2016

CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES

Monbijoustrasse 45
3003 Berne – Suisse
T. +41 58 463 11 11
F. +41 58 453 11 00
info@cdf.admin.ch

 twitter @EFK_CDF_SFAO

WWW.CDF.ADMIN.CH



NOUS NE VIVONS PAS AU PAYS DES BISOUNOURS

TABLE DES MATIÈRES

LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE

OBJECTIFS, RESSOURCES
ET CHAMP D'APPLICATION 7

ANNEXE 1

LISTE DES AUDITS PRÉVUS 13

ANNEXE 2

ABRÉVIATIONS UTILISÉES 21

Le scandale Volkswagen est encore bien présent dans les esprits. L'informatique devrait nous aider à être plus efficace et à progresser vers une société de l'information, par définition meilleure. Et voilà que les informaticiens de ce constructeur automobile utilisent leur savoir en la matière pour tromper à grande échelle les administrations publiques. Le logiciel est conçu pour faire mentir le véhicule lors des tests. Depuis des années, la surveillance étatique est totalement inefficace. Ce scénario, personne ne l'aurait pris au sérieux il y a quelques mois. Seul avantage de ce scandale: comprendre que nous ne vivons pas au pays des Bisounours. C'est un vieux principe d'auditeur. Nous qui pensons toujours au pire et qui imaginons des scénarios de fraude.

Combattre la fraude est-il un acte politique? Le Contrôle fédéral des finances (CDF) fait-il de la politique? En 2015, cette seconde question, légitime au demeurant, est apparue à quelques reprises au Parlement et dans les médias. L'attitude du CDF dans la prévention des fraudes y apporte une réponse claire.

D'ordinaire, on associe deux domaines à la fraude: les assurances sociales et la criminalité économique. Chacun a sa connotation politique et ses spécialistes. Les abus aux assurances sociales sont dénoncés à droite. Les lacunes dans la répression de la criminalité en col blanc le sont à gauche. Dans les deux cas, le CDF a entrepris d'identifier les dysfonctionnements potentiels et des pistes d'amélioration. Pourquoi? Car toutes ces fraudes coûtent des millions aux contribuables sans parler des dégâts d'images qu'elles causent aux autorités politiques et à notre pays.

Voilà pourquoi le CDF a rédigé et publié deux études sur ces questions. Grâce à celles-ci, des audits concrets démarrent en 2016. Par exemple, un examen des prestations complémentaires dans le domaine des assurances sociales, qui génèrent chaque année des charges de plus d'un milliard de francs pour la Confédération. Côté prévention de la criminalité économique, nous examinerons la fiabilité du Registre du commerce et la manière avec laquelle »

les autorités fédérales gèrent les biens séquestrés. Ces audits ne sont pas politiques, mais ils donneront aux organes politiques les informations utiles pour faire les bons choix.

En 2016, nous retrouverons aussi d'autres grandes questions qui nous occupent depuis longtemps déjà. Comment économiser, faire mieux ou plus avec les moyens à disposition? Voilà de quoi animer nos travaux d'audit, par exemple, à l'Institut fédéral de recherche Agroscope, à l'Office fédéral du sport, à l'Office fédéral des routes et même, dans le domaine de la sécurité informatique au Parlement.

Autre question, comment sont effectivement utilisées les subventions fédérales? Ceci amènera nos équipes en Pologne et dans les représentations du DFAE à l'étranger, mais aussi en Suisse sur les lignes du Matterhorn-Gotthard-Bahn, dans les bâtiments des archives de la Cinémathèque à Penthaz, sur les chantiers des Ecoles polytechniques fédérales ou à Genève, à

la Maison de la Paix et au Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF).

Enfin, le Conseil fédéral a allongé la liste des projets informatiques clés soumis à des audits réguliers du CDF. Plusieurs programmes sont venus grossir les rangs. Et non des moindres, à l'instar du domaine des télécommunications militaires et civiles, des nouveaux centres de calcul fédéraux ou de l'application de gestion des dossiers GEVER.

Beaucoup de travail pour le CDF, mais aussi beaucoup d'énergie et d'entrain!

Merci à tous ceux qui nous soutiennent.

Michel Huissoud

LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE

OBJECTIFS, RESSOURCES ET CHAMP D'APPLICATION



LA SURVEILLANCE FINANCIÈRE OBJECTIFS, RESSOURCES ET CHAMP D'APPLICATION

1. OBJECTIFS

Le Contrôle fédéral des finances (CDF) est l'organe suprême de surveillance financière de la Confédération¹. Il assiste l'Assemblée fédérale dans sa haute surveillance et le Conseil fédéral dans sa surveillance de l'administration fédérale. Son contrôle s'étend sur:

- L'administration fédérale, ses unités centralisées et décentralisées
- Les services du Parlement
- Les bénéficiaires d'indemnités et d'aides financières
- Les collectivités, les établissements et les organisations auxquels la Confédération confie l'exécution de tâches publiques
- Les entreprises dont plus de 50% du capital social appartient à la Confédération
- Les Tribunaux fédéraux, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) et l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR), si cela relève de la haute surveillance par l'Assemblée fédérale.

Le CDF concentre ses audits sur la gestion. Ses ressources sont affectées en priorité à la surveillance financière, en particulier aux examens de rentabilité et aux évaluations.

Le CDF assume également des mandats d'organe de révision s'ils permettent des synergies avec sa surveillance financière, s'ils sont intéressants de par leur nature, s'ils sont politiquement souhaitables ou présentent un intérêt public.

Le CDF coopère avec les Inspections financières de la Confédération. Il œuvre à la qualité de leur travail et à leur indépendance.

Le CDF collabore avec les Contrôles cantonaux des finances, notamment dans le cadre de la surveillance de la nouvelle péréquation financière.

Le CDF coordonne les audits des organes de contrôle pour éviter les doublons et les lacunes inacceptables en matière d'audit. Il harmonise ses programmes avec les Inspections des finances et les instances parlementaires de surveillance. Cependant, cette coordination atteint parfois ses limites. Par exemple, quand les mandats et les méthodes d'audit divergent trop ou que les Commissions parlementaires de surveillance modifient les priorités en raison de l'actualité.

¹ Loi sur le Contrôle des finances (LCF) du 28 juin 1967.

² Seules exceptions : la Banque nationale suisse et la Société suisse de radiodiffusion et de télévision (SSR) ne sont pas soumises à la surveillance du CDF. Néanmoins, la cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) peut charger le CDF d'audits spéciaux auprès de la SSR. A l'exception de sa branche «Assurance militaire», la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) n'est pas non plus assujettie à la surveillance du CDF.

2. DE LA VÉRIFICATION DES COMPTES À UNE SURVEILLANCE ÉLARGIE

Chaque année, le CDF vérifie le compte de la Confédération. Mais ses mandats d'auditeur externe s'étendent aussi sur :

- Le fonds de compensation de l'Assurance vieillesse et survivants (AVS), de l'Assurance invalidité (AI) et de l'Allocations pour perte de gain (APG), ainsi que celui de l'Assurance-chômage (AC)
- Le fonds pour les grands projets ferroviaires
- Le fonds d'infrastructure
- Le domaine des Ecoles polytechniques fédérales
- Le Fonds national de la recherche scientifique
- La Régie fédérale des alcools
- Swissmedic
- L'Institut fédéral de la propriété intellectuelle
- L'Institut fédéral de métrologie
- La FINMA et l'ASR
- L'Union postale universelle et l'Organisation météorologique mondiale.

La surveillance financière ne traite pas que la régularité comptable, mais porte aussi sur des questions de légalité matérielle, d'économie, de rentabilité et d'efficacité des dépenses. A cet égard, le CDF examine si les ressources sont employées de manière économe et si les dépenses consenties déploient l'effet escompté³. Enfin, le Conseil fédéral et le Parlement, grâce à sa Délégation des finances, peuvent confier des mandats spéciaux au CDF.

Les rapports d'audits de surveillance financière aident la Délégation des finances à exercer sa haute surveillance sur l'administration. Au besoin, elle peut intervenir auprès du Conseil fédéral.

3. ASSURANCE-QUALITÉ ET RESSOURCES

Gage d'une administration en amélioration constante pour la collectivité, la surveillance financière se fonde sur le savoir, l'expérience professionnelle et les compétences sociales. A l'instar d'une société fiduciaire privée, le CDF est dûment enregistré auprès de l'ASR.

Le CDF attache une grande importance à la formation et au perfectionnement de ses collaborateurs. Des cours sont organisés en janvier pour le personnel du CDF, des Inspections des finances de la Confédération et, en partie, des contrôles cantonaux des finances. Ses collaborateurs sont tenus d'approfondir leurs connaissances dans leur domaine et de les diffuser au sein du CDF.

Pour l'exercice 2015, le Parlement a accordé au CDF des crédits de près de 25,3 millions de francs. Les collaborateurs du CDF réaliseront près de 90% du programme annuel. Les 10% restants seront exécutés par des externes dûment mandatés⁴, mais travaillant sous la responsabilité et la direction du CDF.

³ LCF, article 5.

⁴ LCF, article 3.



4. PRINCIPAUX CHAMPS D'AUDIT

Sur la base de son mandat légal, de sa stratégie et de ses objectifs annuels, le CDF a défini les principaux axes suivants pour son programme annuel.

Compte d'Etat

Le Parlement doit pouvoir s'assurer que les comptes fédéraux ont été vérifiés par un organe de contrôle indépendant, soit le CDF, avant leur approbation et que les chiffres reflètent correctement la situation financière de la Confédération. Les Inspections des finances participent aux vérifications des comptes dans les unités propres. Les résultats des audits sont alors livrés aux Commissions des finances dans un rapport d'attestation et à l'Administration fédérale des finances dans un rapport explicatif détaillé également soumis par le CDF à la Délégation des finances.

Ecoles polytechniques

Le CDF vérifie les comptes annuels du domaine des EPF, soit les comptes du Conseil des EPF, des deux hautes écoles et de quatre établissements de recherche. La révision des différents comptes du domaine des EPF facilite la réalisation d'audits plus approfondis en matière de surveillance financière.

Assurances sociales

Le CDF exécute les mandats de révision du fonds de compensation de l'AVS/AI/APG et celui de l'AC, ainsi que des Caisses fédérale et suisse de compensation.

Transversales alpines

Le CDF est chargé de la haute surveillance financière et de la coordination des différents services de révision et organes de surveillance pour la construction des transversales ferroviaires alpines. Chaque instance de contrôle assume la responsabilité de ses propres audits. Le CDF s'assure de l'absence de doublons et de lacunes. Le CDF effectue aussi ses propres audits, notamment sur les chantiers, et vérifie les comptes du Fonds pour les grands projets ferroviaires.

Péréquation financière

Depuis 2008, le CDF vérifie auprès des 26 cantons et des offices fédéraux les bases de calcul et la détermination des indices de la péréquation des ressources et de la compensation des charges. Une erreur dans les données de base ou leur traitement peut entraîner un impact financier considérable pour les cantons et la Confédération. Le but est de vérifier la reprise correcte des données fiscales de tous les cantons sur un intervalle de quatre ans.

Audits informatiques

Traditionnellement, le CDF audite l'informatique fédérale. Le contrôle de la sécurité, du développement, du fonctionnement et de la rentabilité des nombreuses applications informatiques est une part importante de son programme annuel.

Projets informatiques clés

Depuis mars 2013, le Conseil fédéral a confié au CDF la mission d'audit et de suivi des projets informatiques clés de la Confédération. Il s'agit de projets dont le coût dépasse 30 millions de francs ou d'importance stratégique.

Examens de rentabilité

Par évaluation, c'est-à-dire une des formes d'examen de rentabilité, le CDF entend l'analyse et l'appréciation systématiques et objectives du concept, de la réalisation et de l'impact des subventions, politiques, programmes ou projets publics. Les autres examens de rentabilité se limitent à la mise en œuvre et analysent les rapports entre

les ressources financières (input) et les produits ou prestations financés (output). Les nouveaux projets d'évaluation sont concrétisés selon différents critères d'adéquation et sont précédés d'une phase de concept. Durant les évaluations, le CDF accorde une importance primordiale à la participation des acteurs et publics-cible concernés. C'est une condition au succès d'une évaluation.

Examens des subventions

Le CDF est tenu de vérifier l'utilisation légale, régulière et économe des contributions de la Confédération. Des audits sont prévus auprès des offices responsables et des bénéficiaires, notamment dans les domaines de la culture, de l'aide au développement, de l'économie, de la science, de l'environnement et de la santé. Ces audits amènent également le CDF à vérifier des projets à l'étranger, comme dans le cadre de l'aide au développement ou de la contribution à l'élargissement de l'Europe de l'Est.

Examens des constructions et des acquisitions

Le CDF réalise des audits spéciaux sur les constructions et les acquisitions. Il peut vérifier des cahiers des charges ou des projets avant leur approbation. Les contrôles sont effectués lors des phases de la construction, mais principalement à un stade précoce, car cela confère une marge de manœuvre plus grande en cas d'adaptation.

La question des partenariats public-privé (PPP), la domotique et les questions environnementales gagnent en importance. Les vérifications portent sur une analyse critique des besoins, une exécution durable des tâches et sur les coûts relatifs au cycle de vie.

Pour le domaine central des acquisitions, le CDF examine aussi bien les critères économiques que le respect des prescriptions légales. Il vérifie également auprès des fournisseurs en situation de monopole que ceux-ci n'ont pas abusé de cette position. Enfin, le CDF vérifie le bon fonctionnement des relations entre les fournisseurs de prestations internes et les bénéficiaires de ces prestations au sein de l'administration.

Audits de la gouvernance des unités administratives

La décision d'audit dans les unités administratives se base sur une analyse des risques. Sont déterminants le volume financier, les tâches nouvelles ou modifiées, la complexité des processus, les résultats des révisions précédentes, l'informatique et l'importance politique.

Entreprises de la Confédération

Les audits du CDF auprès des entreprises de la Confédération aident le Parlement dans ses tâches de haute surveillance financière et sont ciblés sur des risques précis.

Organisations internationales

Le CDF exerce plusieurs mandats auprès d'organisations internationales. Ils incombent traditionnellement à la Suisse – comme pour l'Union postale universelle, sise à Berne, ou l'Organisation météorologique mondiale, sise à Genève – ou doivent être assumés par notre pays en tant que membre de l'organisation correspondante, selon un principe de rotation. Pour la vérification des comptes des organisations spéciales des Nations Unies, le CDF fait partie du Groupe des neuf auditeurs externes des Nations Unies. C'est ici un lieu d'un échange mutuel d'expériences avec des autorités de contrôle étrangères.

ANNEXE 1

APERÇU DES AUDITS PRÉVUS



APERÇU DES AUDITS PRÉVUS (NUMÉRO DE MANDAT)

CHAMBRES FÉDÉRALES ET SERVICES DU PARLEMENT

- Audit de la rentabilité et de la sécurité de l'informatique après l'outsourcing (16591) *

MINISTÈRE PUBLIC DE LA CONFÉDÉRATION

- Audit transversal de la gestion des séquestres par les autorités fédérales (16606) *

TRIBUNAL PÉNAL FÉDÉRAL

- Audit transversal de la gestion des séquestres par les autorités fédérales (16607)
- Audit des outils informatiques et des processus administratifs (16592) *

CHANCELLERIE FÉDÉRALE

- Révision des coûts de l'exploitation de www.ch.ch (16038)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Secrétariat général

- Audit de la gouvernance du Centre de compétence en contrats et marchés publics (16435) *

Division Nations Unies et Organisations internationales

- Audit de la gouvernance du «Comité de coordination et du groupe opérationnel Etat hôte» (16453) *

Direction des ressources

- Audit transversal des processus du personnel transférable du DFAE et du DDPS (16410) *
- Audit des processus de personnel du département – partie de l'audit du Compte d'Etat (16196)

Direction du droit international public

- Audit de l'enregistrement et des garanties pour la flotte commerciale battant pavillon suisse ainsi que la coordination des activités de surveillance (16384) *

Direction du développement et de la coopération

- Examen des processus de paiement et de remboursement dans le cadre de la contribution suisse en Pologne (16455)
- Audit des programmes globaux Changement climatique et initiatives Eau (16473) *
- Audit des critères par pays pour l'attribution, la stratégie et la gouvernance des projets d'aide bilatérale au développement (16290) *

- Audit de l'organisation et des processus pour des projets choisis dans le cadre de l'aide aux pays de l'Est en Serbie (16472) *

- Audit de la subvention au Centre genevois pour le contrôle démocratique des forces armées (16373) *

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR

Office fédéral de la culture

- Audit de la surveillance des crédits de la Cinémathèque (16432) *

- Audit de l'opération de la nouvelle plate-forme pour les contributions de soutien (16328)

- Bibliothèque nationale: Audit de la gestion et de l'exploitation informatique (16573)

MétéoSuisse

- Audit d'achats sélectionnés (16611)

Office fédéral de la santé publique

- Audit des processus de subventions – partie de l'audit du Compte d'Etat (16230)

- Evaluation de la liste des moyens et appareils (16587) *

Office fédéral des assurances sociales

- Audit de la surveillance en matière d'allocations familiales (16575) *

- Audit du projet clé TIC SNAP-EESSI (16430) *

- Audit de la surveillance des organes d'exécution des prestations complémentaires (16428) *

- Audit de suivi sur les mesures médicales de l'assurance-invalidité et sur le contrôle des coûts des moyens auxiliaires (16143)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE

Centre de services informatiques

- Audit du projet clé TIC Surveillance des télécommunications (16315) *

Secrétariat d'Etat aux migrations

- Fonds pour les frontières extérieures de l'UE: Audit des projets et des systèmes (16013)

- Audit de la stratégie de surveillance des programmes cantonaux d'intégration (16507) *

- Audit de suivi des processus d'achats de biens et de prestations de services (16313)

Office fédéral de la justice

- Audit de la fiabilité des données du Registre du commerce (16615) *

* Publication prévue



DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE, DE LA PROTECTION DE LA POPULATION ET DES SPORTS

Secrétariat général

- Audit du projet clé TIC Content Management System (16530) *
- Audit de la gestion des risques (16524) *

Service de renseignement de la Confédération

- Audit du domaine «Governance, Risk and Compliance» (16531)
- Révision des comptes (16081)

Office fédéral de la protection de la population

- Audit de l'étendue, des coûts et des interfaces des systèmes télématiques (projets POLY) (16543) *

Défense

- Audit du projet clé TIC FITANIA – Infrastructure de conduite, technologies de l'information et raccordement à l'infrastructure de réseau de l'armée (16613) *
- Audit transversal des processus du personnel transférable du DFAE et du DDPS (16552) *
- Audit du projet clé TIC BSL V/ar – Systèmes d'exploitation et de logistique des domaines Défense et armasuisse (16551) *
- Audit de la surveillance sur le Détachement de reconnaissance de l'armée 10 (16540)
- Audit des contrôles généraux informatiques – partie de l'audit du Compte d'Etat (16594)

armasuisse

- Audit de l'achat du Système de drones de reconnaissance 15 (16612) *
- Examens de prix (16083, 16545, 16561)
- Audit transversal: Durabilité et coûts du cycle de vie comme partie de la gestion stratégique des immeubles (16451) *

Office fédéral du sport

- Audit du remplacement de la base de données Jeunesse+Sport (16555) *

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES

Secrétariat général

- Audit de l'adéquation du Business Continuity Management (16564) *

Administration fédérale des finances

- Révision du Compte de la Confédération 2015 (16055, 16056, 16571) *
- Audit des processus de personnel – partie de l'audit du Compte d'Etat (16222)
- Audit des processus de paiement dans le workflow fournisseurs, e-billing-in et e-billing-out (16580) *

- Audit du nouveau logiciel SAP pour la planification et la consolidation (16570)
- Audit de la configuration et du début de mise en œuvre de la gestion des utilisateurs et des droits d'accès SAP (16569) *
- Réforme de la péréquation financière (RPT): Contrôle de l'assurance-qualité de la péréquation des ressources et de la compensation des charges (16058) *

Caisse fédérale du personnel

- Révision des comptes (16097, 16057)

Centrale de compensation

- Audit de l'efficacité de systèmes de contrôle interne (16585)

Caisse fédérale de compensation

- Révision des comptes (16004)
- Caisse pour allocations familiales: Révision des comptes (16079)

Caisse suisse de compensation

- Révision des comptes (16006)

Office fédéral du personnel

- Audit des processus de dépenses du personnel de BV Plus – partie de l'audit du Compte d'Etat (16217)
- Audit des processus de personnel – partie de l'audit du Compte d'Etat (16105)

Administration fédérale des contributions

- Impôt fédéral direct: Révision des comptes (16229)
- Audit du processus des achats – partie de l'audit du Compte d'Etat (16297)
- Audit des processus des recettes des droits de timbre – partie de l'audit du Compte d'Etat (16130)
- Audit des processus des recettes de l'impôt anticipé – partie de l'audit du Compte d'Etat (16106)
- Audit transversal de la gestion des séquestres par les autorités fédérales (16608) *
- Audit de la gestion du ruling fiscal (16463) *
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (16173)
- Audit du projet clé TIC: FISCAL-IT (16153) *

Administration fédérale des douanes

- Audit des processus des recettes de l'impôt sur les huiles minérales et taxe sur le CO₂ – partie de l'audit du Compte d'Etat (16103)
- Audit des processus de personnel – partie de l'audit du Compte d'Etat (16149)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (16209)
- Audit du projet clé TIC: Système de gestion de l'engagement (16572) *
- Audit du projet clé TIC: Refonte de la gestion du trafic et architecture globale (16568) *
- Audit transversal de la gestion des séquestres par les autorités fédérales (16609) *



Unité de pilotage informatique de la Confédération

- Audit de la mise en œuvre de la planification de l'architecture informatique et de la gestion des portefeuilles (16518) *
- Audit du projet clé TIC des postes de travail 2020 (16504) *
- Audit du projet clé TIC de gestion de l'identité et de l'accès de la Confédération (16503) *
- Audit du projet clé TIC Content Management System (16498) *
- Audit du projet clé TIC Unified Communication & Collaboration (16497) *
- Audit transversal de la sécurité informatique de la Confédération (16255) *

Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication

- Audit de suivi de la mise en œuvre du réseau Security Policy de la Conférence suisse sur l'informatique par les cantons (16603) *
- Audit du projet clé TIC de mise en œuvre de l'architecture du nouveau réseau de la Confédération (16501) *
- Audit du projet clé TIC Content Management System (16499) *
- Audit du Business Continuity Management dans le centre de prestations «Exploitation» (16150)
- Audit des «contrôles généraux informatiques» – partie de l'audit du Compte d'Etat (16155)

Office fédéral des constructions et de la logistique

- Audit du processus des dépenses de personnel – partie de l'audit du Compte d'Etat (16385)
- Audit de l'efficacité de l'audit interne (16039)
- Examens de prix (16509, 16510)
- Audit des achats (16197)
- Audit de construction Guisanplatz 1 (16515)

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Secrétariat général

- Audit de la mise en œuvre des recommandations importantes de priorité A du département (16604)

Secrétariat d'Etat à l'économie

- Examen des processus de paiement et de remboursement dans le cadre de la contribution suisse en Pologne (16205) *
- Audit de l'organisation et des processus pour des projets choisis dans le cadre de l'aide aux pays de l'Est en Serbie (16600)

Office fédéral de l'agriculture

- Audit de la coordination des politiques de subventions entre la Confédération et les cantons dans le domaine de l'agriculture (16372) *

Agroscope

- Audit de la rentabilité d'Agroscope et de la recherche agronomique (16357) *

Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays

- Audit de l'enregistrement et des garanties pour la flotte commerciale battant pavillon suisse ainsi que la coordination des activités de surveillance (16496)

Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)

- Audit des processus de subventions – partie de l'audit du Compte d'Etat (16343)
- Audit du décompte de projet de la construction du bâtiment Maison de la Paix de l'IHEID à Genève (16189) *

Commission pour la technologie et l'innovation

- Evaluation des projets de recherches subventionnés (16302) *

DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT, DES TRANSPORTS, DE L'ÉNERGIE ET DE LA COMMUNICATION

Office fédéral des transports

- Audit du potentiel financier des barrières partielles et complètes dans l'entretien ferroviaire (16324) *
- Audit de la planification et du pilotage des étapes d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (16188) *

Office fédéral de l'énergie

- Examen de prix de la Communication faîtière Suisse Energie (16408)

Office fédéral des routes

- Audit du processus des achats – partie de l'audit du Compte d'Etat (16450)
- Audit de projet sur la relève du TDCost (16353)
- Evaluation de la rentabilité des unités territoriales et de la surveillance (16549) *
- Audit de projet de l'autoroute A9 (16350) *

Office fédéral de la communication

- Audit du potentiel d'économie dans le domaine de la réglementation du dernier kilomètre (16392) *

Office fédéral de l'environnement

- Audit de la surveillance du Fonds de technologie (16367) *
- Audit informatique: Application et interfaces (16195)
- Evaluation des effets des pertes causés par la dérogation de la taxe sur le CO₂ (16393) *

Office fédéral du développement territorial

- Audit de la gouvernance (16182) *

* Publication prévue

FONDACTIONS, ÉTABLISSEMENTS, FONDS ET ORGANISATIONS SPÉCIALES

Fondation des immeubles pour les organisations internationales à Genève (FIPOI)

- Révision des comptes (16124, 16125)

Fondation Parc national suisse

- Révision des comptes (16045)

Fondation Marcel Benoist

- Révision des comptes (16085)

Fondation Pro Arte

- Révision des comptes (16086)

Pro Helvetia

- Révision des comptes (16089)

Fondation Assurer l'avenir des gens du voyage suisses

- Révision des comptes (16087)

Organe d'accréditation et d'assurance qualité des hautes écoles suisses (AAQ)

- Révision des comptes (16031)

Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation, Aarau

- Révision des comptes (16035)

Conférence suisse des hautes écoles (CSHE)

- Révision des comptes (16365)
- Audit de l'intégration du secrétariat de la Conférence suisse des hautes écoles (16422)

swissuniversities

- Révision des comptes concernant la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE (16033)
- Révision des comptes (16147)

Fonds national suisse

- Révision des comptes (16036, 16037)

Domaine des EPF

- Révision des comptes (16016)

Conseil des EPF

- Révision des comptes (16017, 16018)

Ecole polytechnique fédérale de Zurich

- Révision des comptes (16019, 16020)
- Audit de la surveillance des prestations d'ouvrages dans le domaine de la construction (16264)

Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

- Révision des comptes (16029, 16030)
- Révision des comptes de la «Société simple du Quartier Nord de l'EPFL» (16298, 16299)

Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage

- Révision des comptes (16021, 16022)

Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche

- Révision des comptes (16023, 16024)

Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux

- Révision des comptes (16025, 16026)

Institut Paul Scherrer

- Révision des comptes (16027, 16028)

Swissmedic

- Révision des comptes (16090, 16091, 16092)

Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IFPI)

- Révision des comptes (16011, 16012)
- Audit des décomptes des projets de coopération du SECO (16137)

Institut fédéral de métrologie (METAS)

- Révision des comptes (16053, 16054)
- Fonds social pour la défense et la protection de la population
- Révision des comptes (16093)

Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR)

- Révision des comptes (16010)
- Association IFIAR: Révision des comptes (16009)

Fonds de compensation AVS / AI / APG

- Révision des comptes (16002, 16003)

Régie fédérale des alcools

- Révision des comptes (16061, 16062)

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)

- Audit transversal de la gestion des séquestres par les autorités fédérales (16610) *
- Révision des comptes (16059, 16060)

Fonds de compensation de l'assurance-chômage

- Révision des comptes (16008, 16427)
- Audit du projet clé TIC Systèmes informatisés de paiement des caisses de chômage (SIPAC) (16429) *
- Audit du décompte AVS des indemnités AC (16417)
- Audit de la surveillance des mesures du marché du travail (16576) *
- Méta-évaluation de la gestion des effets concernant l'assurance-chômage (16433) *

Chemins de fer fédéraux (CFF)

- Audit de l'efficacité de l'audit interne (16014)

Matterhorn-Gotthard-Bahn

- Audit de la répartition interne des coûts (16395) *

**Fonds pour les grands projets ferroviaires**

- Révision des comptes (16050)
- Révision intermédiaire du fonds d'infrastructure ferroviaire (16374)

Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes

- Audit de l'intégration de l'informatique du tunnel de base du Saint-Gotthard dans la CFF (16201) *
- AlpTransit: Réunions de coordination avec les instances de surveillance (16048)
- AlpTransit: Analyse des rapports des instances de surveillance NLFA (16047)

Fonds d'infrastructure pour le trafic d'agglomération et le réseau des routes nationales

- Révision des comptes (16051, 16354)

Fonds suisse pour le paysage

- Révision des comptes (16046)

Fonds en faveur de la recherche sur la forêt et le bois

- Révision des comptes (16044)

Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE)

- Audit de la mise en œuvre de la mission légale et des objectifs stratégiques et de la surveillance du SECO (16167) *

Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM)

- Audit de la mise en œuvre des bases légales et de la convention de prestations, ainsi que de la surveillance du SECO (16341)

Fonds de désaffectation et Fonds pour la gestion des déchets

- Audit sur l'établissement des études de coûts 2016 (16409) *

RUAG

- Examens de prix (16534, 16535)
- Audit du domaine «Governance, Risk and Compliance» (16532) *

ORGANISATIONS ET COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

Le CDF exerce plusieurs mandats de révision sur le plan international et exécute plusieurs audits auprès des institutions suivantes:

- Union postale universelle – UPU (16114, 16115, 16116, 16117, 16118, 16119, 16120)
- Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires – OTIF (16113)
- Association européenne de libre-échange – AELE (16121)
- Union interparlementaire – UIP (16123)
- Union internationale pour la protection des obtentions végétales – UPOV (16122)
- Organisation météorologique mondiale – OMM (16126, 16127, 16128, 16131, 16132)
- Organisation européenne pour la recherche nucléaire – CERN (16452)
- Régularisation internationale du Rhin (16043)

* Publication prévue



ANNEXE 2

ABRÉVIATIONS UTILISÉES



ABRÉVIATIONS UTILISÉES

AC	Assurance-chômage
AI	Assurance-invalidité
APG	Allocations pour perte de gain
ASR	Autorité fédérale de surveillance en matière de révision
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
CDF	Contrôle fédéral des finances
CF	Conseil fédéral
CFF	Chemins de fer fédéraux
CNA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
DCAF	Centre pour le contrôle démocratique des forces armées
DDC	Direction du développement et de la coopération
DDPS	Département de la défense, de la protection de la population et des sports
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
DETEC	Département de l'environnement, transports, énergie et communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFF	Département fédéral des finances
DFI	Département fédéral de l'intérieur
DFJP	Département fédéral de justice et police
EPF	Ecole polytechnique fédérale
FINMA	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
IFIAR	International Forum of Independent Audit Regulators
NLFA	Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes
PPP	Partenariats public-privé
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SSR	Société suisse de radiodiffusion et de télévision
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne



MIX & REMIX